



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 201 du 3 juillet 2020

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	70 639	12 815	8 902	7 241	1 850
Cas/10 000 hab	69,05	22,88	16,48	13,16	51,39
Nombre de décès	5 411	606	251	328	10
Décès/10 000 hab	5,29	1,08	0,46	0,60	0,28
Décès/cas	7,66%	4,73%	2,81%	4,53%	0,54%

Chiffres du 3 juillet à 8h30

La Banque des règlements internationaux (BRI), dont le département innovation est dirigé par Benoit Coeuré, **ouvre un pôle d'innovation à Stockholm en partenariat avec les banques centrales de quatre des cinq pays nordiques** (SE, NO, DK, et IS). Ce nouveau pôle devra favoriser la collaboration entre les banques centrales sur le sujet de l'innovation dans le secteur des technologies financières. Il servira de hub pour une dizaine d'experts travaillant à l'amélioration du fonctionnement du système financier nordique et international et à l'adaptation aux nouveaux défis tels que l'émergence de nouvelles cryptomonnaies. La Banque de Suède co-financera le pôle de Stockholm à hauteur de 3 M€ par an pendant 5 ans.

La Suède, le Danemark et la Finlande comptent parmi les 9 candidats qui souhaitent héberger une réserve européenne de matériel médical rescEU (masques de protection, respirateurs, vaccins/traitements et matériel de laboratoire) destinée à l'aide d'urgence en cas de pandémie. Il existe aujourd'hui deux centres de ce type, en Allemagne et en Roumanie.

Les pays de la zone nordique comptent parmi les pays les plus compétitifs au monde selon le classement de la Swiss Business School Institute for Management Developments (IMD). Le Danemark occupe la seconde place du podium, derrière Singapour, suivi par la Suède (6^e), la Norvège (7^e) et la Finlande (13^e).

Danemark

Une nouvelle impulsion pourrait être nécessaire pour l'économie danoise si la reprise était plus lente que prévu, selon le directeur de la Banque nationale, Lars Rhode. Face aux perspectives économiques peu favorables, il appelle le gouvernement à se tenir prêt à l'éventualité d'une **nouvelle politique budgétaire expansionniste en 2021 et 2022**. Lars Rhode souligne également que cette politique devra passer par de nouvelles mesures fiscales telles que des réductions d'impôts, une fiscalité favorable à l'investissement vert ou encore des allocations familiales plus élevées.

L'autorité fiscale danoise intensifie la chasse aux impayés, qui représentaient en 2019 un manque à gagner de 129 Mds DKK (17,3 Mds€) pour l'État. Une action ciblée sur les impayés des entreprises avait déjà été mise en place l'année passée et avait permis de récupérer 3,4 Mds DKK (460 M€), principalement des non-règlements de TVA et d'impôt sur les sociétés.

19 chefs d'entreprises s'engagent pour davantage d'égalité homme-femme. Membres du Diversity Council (alliance stratégique d'entreprises fondée par le groupe Above & Beyond à Copenhague), ils ont signé un nouveau **CEO Pledge** les engageant à accélérer la tendance vers la parité au sein de leurs équipes dirigeantes, à construire des lieux de travail plus inclusifs et à favoriser l'égalité des chances. Cette action fait suite à la dégradation du classement du Danemark à la 14^{ème} position du World Economic Forum sur les sujets d'égalité homme-femme dans le monde (et au 102^{ème} rang en ce qui concerne le nombre de femmes dans le top management). Parmi les signataires, on trouve, entre autres, les PDG de Vestas, Mærsk, Coloplast et la Banque centrale danoise.

Les fonds de pension danois sont de plus en plus intéressés par les obligations vertes. Le plus grand fonds de pension du Danemark, ATP, a annoncé avoir investi près d'1 Md€ dans des obligations vertes émises par la Banque européenne d'investissement. Jusqu'à présent, il possédait au total environ 3,5 Mds€ d'obligations vertes.

Finlande

Proposition d'amendement de la loi régissant le contrôle des investissements étrangers. Le gouvernement a soumis au Parlement sa proposition d'amendement de cette loi datant de 2012, en vue de l'adapter au nouveau cadre de l'UE en matière de filtrage des investissements étrangers. La proposition d'amendement détermine le ministère de l'Economie comme point de contact avec l'UE et les autres Etats membres sur ce sujet, et tend à renforcer le contrôle des autorités publiques. La loi actuellement en vigueur couvre les prises de participations supérieures à 10%, mais pas les créations d'entreprises ni les investissements dans le secteur immobilier. Le principe consiste à sauvegarder les intérêts nationaux



clés, l'ordre et la sécurité publique. La crise sanitaire liée au coronavirus a révélé le caractère essentiel et stratégique de nouveaux secteurs, comme le secteur médical. La mise en application de la nouvelle loi est prévue pour le 11 octobre 2020, conformément à la réglementation de l'UE.

Fusion de Metso Minerals et Outotec. La branche de technologies pour les minerais Metso Minerals du groupe Metso, spécialiste des équipements industriels pour les mines et la construction, a fusionné avec Outotec, conformément à l'annonce qui avait été faite en ce sens en juillet 2019. La nouvelle entité, baptisée Metso Outotec, devient l'un des principaux fournisseurs mondiaux de technologies pour les mines et les carrières avec un chiffre d'affaires de 4,2 Mds€ en 2019 et 15 600 employés. Pekka Vauramo, qui était jusqu'à présent le Président de Metso (qui possède par ailleurs une filiale en France), devient le PDG du nouveau groupe Metso Outotec.

Le gouvernement a publié un décret relatif au nouveau mécanisme de soutien pour les entreprises. Le gouvernement a alloué 300 M€ à une nouvelle aide aux entreprises pour le paiement de leurs coûts fixes et salariaux. Deux conditions d'éligibilité ont été fixées :

-l'entreprise qui souhaite en bénéficier doit faire partie de l'un des 368 secteurs retenus (sur la base d'une baisse d'au moins 10% du chiffre d'affaires sectoriel sur la période de référence) ;

-l'entreprise doit pouvoir démontrer que son propre chiffre d'affaires a diminué d'au moins 30% sur la période de référence.

L'aide versée est calculée en fonction du montant des coûts fixes et salariaux de l'entreprise, et ne peut dépasser un maximum de 500 000€ sur deux mois. Ce nouveau mécanisme de soutien remplace les systèmes d'aides précédemment mises en place par le gouvernement. Les entreprises qui ont déjà reçu des aides ne sont pas exclues du nouveau mécanisme, mais elles se verront appliquées un pourcentage de déduction, de 100% pour les auto-entrepreneurs et indépendants, et de 70% pour les montants reçus par les autres entreprises via Business Finland et les centres pour l'emploi ELY. Les entreprises qui le souhaitent peuvent soumettre leur demande entre le 7 juillet et le 31 août 2020.

Islande

Le gouvernement islandais renforce son Plan d'Action pour le Climat. Le 23 juin, le gouvernement a annoncé une actualisation ambitieuse du Plan d'Action pour le Climat adopté en septembre 2018. 15 nouvelles mesures ont été ajoutées aux 33 qui pré-existaient. Au total, 46 Mds ISK (environ 300 M€) d'argent public seront consacrés à la lutte contre le changement climatique entre 2020 et 2024. Grâce à cette nouvelle impulsion, l'Islande devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 35% d'ici 2030 par rapport à 2005, soit 6 points de plus que l'objectif convenu lors de l'Accord de Paris. Répondant aux critiques émises à l'encontre du plan d'action initial, l'impact de 23 des mesures fait désormais l'objet d'une évaluation et d'un chiffrage précis se basant sur des calculs réalisés par des experts du ministère de l'Environnement, des conseillers de l'Agence pour l'environnement et des scientifiques de l'Université d'Islande et de l'Université de Reykjavík.

Une nouvelle technologie islandaise propose d'éliminer les émissions de CO₂ liées à la production d'aluminium. La société Arctus Metals, en collaboration avec le Centre d'innovation islandais a récemment réussi à produire de l'aluminium sans émettre de CO₂ et en rejetant de l'oxygène. Cette innovation pourrait permettre d'éliminer 30% des émissions totales de CO₂ de l'Islande. Un accord de coopération a été conclu avec la société allemande Trimet Aluminium, un des plus grands producteurs d'aluminium du monde, afin de travailler sur le développement de cette nouvelle technologie.

L'Islande pourrait sortir de la liste grise du GAFI à l'automne. Le 24 juin, lors de la réunion du Groupe d'action financière internationale sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les mesures mises en place par l'Islande suite à son inscription en octobre dernier sur la liste grise, ont été jugées positives. Des représentants du groupe d'experts ont prévu de se rendre en Islande en septembre afin de confirmer ces résultats.

Norvège

Le gouvernement a publié le 21 juin dernier un livre blanc sur l'énergie éolienne. Celui-ci préconise un durcissement des conditions d'obtention des licences d'exploitation. Par ailleurs, une large majorité au Storting a également demandé à Tina Bru, ministre du Pétrole et de l'Énergie, de réétudier 26 concessions déjà accordées encore à l'état de projet. Au total, 42 des 86 concessions pour l'énergie éolienne sont en exploitation.

A la suite de l'annonce de pertes de 200 Mds NOK (18,7 Mds€) aux Etats-Unis par Equinor, **la Cour des comptes a annoncé avoir initié une enquête sur le rôle d'actionnaire du ministère du Pétrole et de l'Énergie.** « Nous avons mené une enquête similaire en 2011, qui préconisait un suivi étroit des activités d'Equinor à l'étranger. (...) Ce sera intéressant de voir ce que le Ministère a fait entretemps », explique le directeur Per-Kristian Foss. Par ailleurs, les explications de la ministre du Pétrole et de l'Énergie, Tina Bru, sont actuellement traitées par la commission de l'Énergie et de l'Environnement du Storting, qui évalue également la pertinence de la création d'une commission d'enquête, demandée par le parti Vert.

La Norvège passe de la 5^e à la 3^e place du Digital Economy and Society Index, un classement présenté tous les deux ans par la Commission européenne, et qui évalue les performances des pays de l'UE/EEE en matière de couverture des réseaux mobiles et internet, de déploiement d'internet dans les foyers, de compétences numériques, et de numérisation



des entreprises et des services publics. Le gouvernement présentera un livre blanc sur les communications numériques à la fin de l'année.

Selon un sondage de Nationen, les Norvégiens restent majoritairement favorables à l'EEE (62% d'opinion favorable et 25% de rejet), tandis qu'ils n'envisagent toujours pas d'adhérer à l'UE (non à 63% et oui à 28%).

Suède

Le ministère des Finances prévoit une baisse du PIB de 6% en 2020 et une reprise de 3% en 2021, ce qui constitue une dégradation par rapport aux prévisions de mi-avril (-4% pour 2020 et +3,5% en 2021). Ces prévisions sont en phase avec celles d'une majorité des analystes locaux. Les finances publiques devraient accuser un déficit de 7,6% en 2020 et de 2,7% en 2021, faisant passer la dette Maastrichtienne de 35,2% du PIB en 2019 à 45,7% en 2020 avant qu'elle ne se contracte à nouveau en 2021 à 44,4% du PIB.

L'indice des directeurs d'achats (PMI), qui mesure l'activité manufacturière, est passé de 39,5 en mai à 49,9 en juin. Le niveau est désormais très proche du seuil de 50 (une valeur inférieure à 50 indique une contraction de l'activité, une valeur supérieure à 50 indique une expansion).

Les échanges commerciaux (biens) de la Suède enregistrent un excédent de 2,4 Mds SEK (230 M€) en mai par rapport à mai 2019, portant le solde positif depuis janvier à 37,5 Mds SEK (3,6 Mds€). Cette situation ne traduit pas un dynamisme des échanges puisque les exportations ont diminué de 7% et les importations de 11% depuis début janvier.

Le gouvernement (social-démocrate et vert) a trouvé un compromis avec les Libéraux et les Centristes au sujet du projet LGV, qui était au programme du Premier ministre Stefan Löfven. Le plafond budgétaire est de 19,4 Mds€. Le gouvernement demande désormais à l'agence des Transports *Trafikverket* de préparer l'analyse globale du projet incluant une estimation précise des coûts et des conséquences écologiques.

SAS va lever de nouveaux financements dans le cadre d'un plan de recapitalisation soutenu par ses principaux actionnaires, les États suédois et danois et la fondation Knut et Alice Wallenberg. Le plan de recapitalisation vise à restaurer les capitaux propres de 14,25 Mds SEK (1,36 Md€) et à sécuriser environ 12 Mds SEK (1,14 Md€) de nouveaux fonds. Les États suédois et danois garantissent ensemble 3 Mds SEK (290 M€) de l'émission de droits sur de nouvelles actions ordinaires et 1 Md SEK (100 M€) chacun de l'émission dirigée. **Le communiqué précise par ailleurs le calendrier de réduction des effectifs de SAS.** Les coûts de personnel seront réduits d'ici 2022 et entraîneront la suppression de 5 000 postes sur 11 000 et la renégociation de conventions collectives impliquant une productivité accrue de 15 à 25%.

Selon la Fédération suédoise du tourisme, les effets du covid-19 pèsent lourdement sur ce secteur, qui accuse une perte de recettes quotidienne de 316 M SEK (30 M€). Pour mémoire, les touristes danois, norvégiens, finlandais, allemands, néerlandais et américains représentent plus de 70% des recettes provenant de touristes internationaux (les danois et norvégiens représentant à eux seuls près de 50% des recettes). Les gouvernements d'une majorité de ces pays déconseillent actuellement des déplacements en Suède en raison du niveau élevé de cas et de décès liés au covid-19.

La chute des ventes de voitures en juin a atteint 22,5%, ce qui porte la baisse au cours du 1^{er} semestre à 25%. La vente de véhicules français recule (au 1^{er} semestre 2020 : Dacia -65%, Renault -42%, Citroën -32% et Peugeot -15%) ce qui fait passer la part de marché des constructeurs français en Suède de 8,6% à 7,3%.

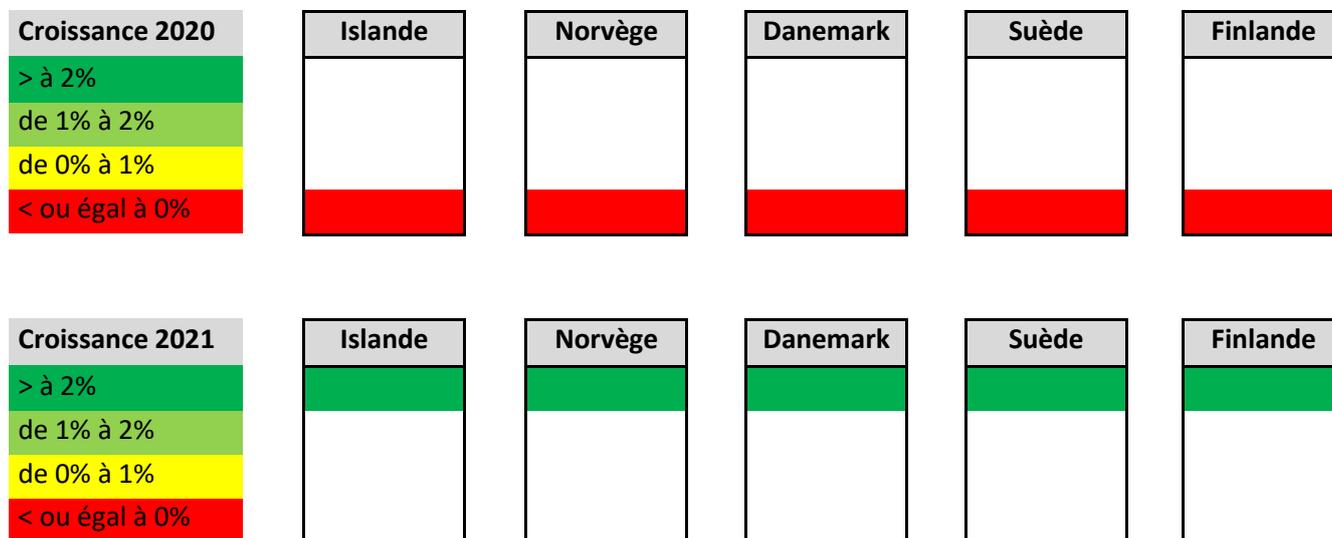
Ingka investments, la branche d'investissements du géant suédois de l'ameublement IKEA, a racheté un immeuble de 7 500m² au 144 rue de Rivoli pour 130 M€. Le groupe annonce que d'autres achats sont en cours en France, son troisième marché avec 34 enseignes, dont 7 en région parisienne. L'objectif est désormais d'ouvrir de nouveaux magasins à surface réduite au cœur de Paris. IKEA est déjà présent dans le 1^{er} arrondissement (surface de 5 400m², contre généralement plus de 20 000 m² pour les surfaces en banlieue/province).

Le prix de l'électricité dans le sud du pays est en forte hausse en raison de l'arrêt temporaire de plus de la moitié des réacteurs nucléaires suédois et des faibles conditions ventées dans le tiers sud. Le prix a atteint 85€/MWh à Malmö fin juin contre 12€/MWh dans le nord du pays. En conséquence, le gestionnaire national du réseau de transport d'électricité *Svenska Kraftnät* a trouvé un accord avec l'énergéticien public Vattenfall pour qu'il redémarre le réacteur R1 de la centrale de Ringhals dès le 1^{er} juillet (R1 ne devait redémarrer qu'en septembre après des révisions techniques).



La quinzaine nordique – 3 juillet 2020 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 5).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
PIB										
Gouvernement	-5,3	4,0	-5,5	1,3	-2,0	2,0	-6,0	3,0	-9	5,0
Banque centrale	-	-	-5,3 à -13,2	3,5 à 6,9	0,4	1,3	-6,9	4,6	-8,0	2,4
Institut stat./conj****	-3,5 à -5,5	-	-1 à -5	1,1	-3,9	4,3	-5,7	3,4	-8,4	4,9
Commission*	-5,9	5,1	-6,3	3,7	-5,5	3,0	-6,1	4,3	-5,0	2,4
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-6,3	2,9	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	-5,8	3,7	-7,9	3,7	-6,0	4,7	-6,7	1,7	-9,9	4,6
SEB	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	1,8	-6,5	5,0	-	-
Nordea	1,7	-	1,0	0,5	1,8	1,6	0,8	1,8	-	-
Danske Bank	-2,5	2,5	1,0	1,4	2,0	2,1	0,7	1,5	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2020)

** World Economic Outlook (avril 2020)

*** Perspectives économiques (juin 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration


2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Déficit public										
Gouvernement	-7,2	-1,8	-7,2	-4,0	7,6	-	-7,8	-2,7	-1,7	-
Commission*	-7,2	-2,3	-7,4	-3,4	4,7	9,2	-5,6	-2,2	-5,9	-2,9
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	-9,1	-7,2	-8,4	-7,4	-2,4	-0,1	-8,8	-8,5	-9,8	-6,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Dette publique										
Gouvernement	43,2	41,5	69,1	71,5	-	-	46,0	45,0	-	-
Commission*	44,7	44,6	69,4	69,6	46,7	43,2	42,6	42,5	48,5	48,8
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Autres										
inflation (IPCH)*	0,3	1,3	0,5	1,4	0,3	1,5	0,4	1,1	5,5	4,2
cons. privée*	-6,4	5,9	-7,9	4,9	-7,4	3,3	-5,2	3,4	-5,3	0,2
chômage (BIT)*	6,4	5,7	8,3	7,7	7,1	5,5	9,7	9,3	7,3	6,7

Source :

 * *Prévisions de printemps* (mai 2019)

 ** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)

 *** *Perspectives économiques* (juin 2020)

 **** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statistiska*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

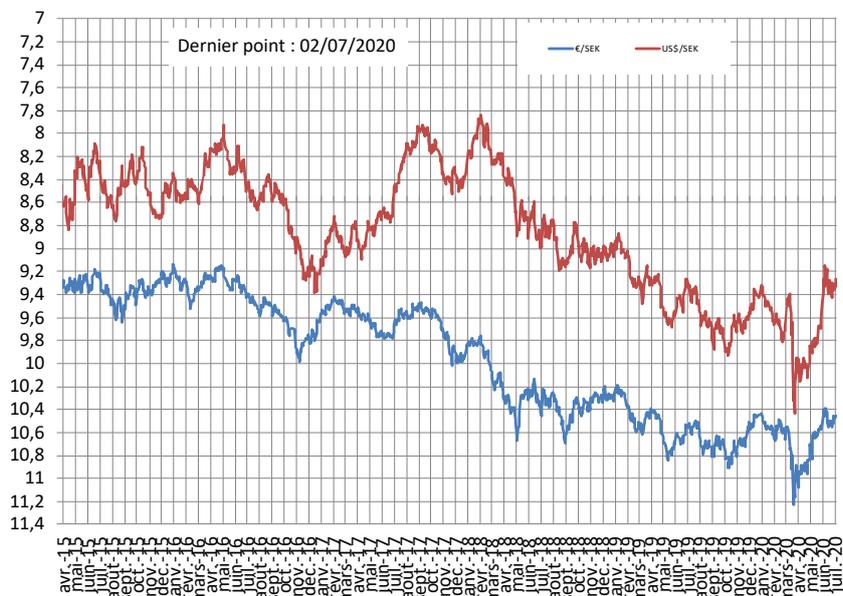
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

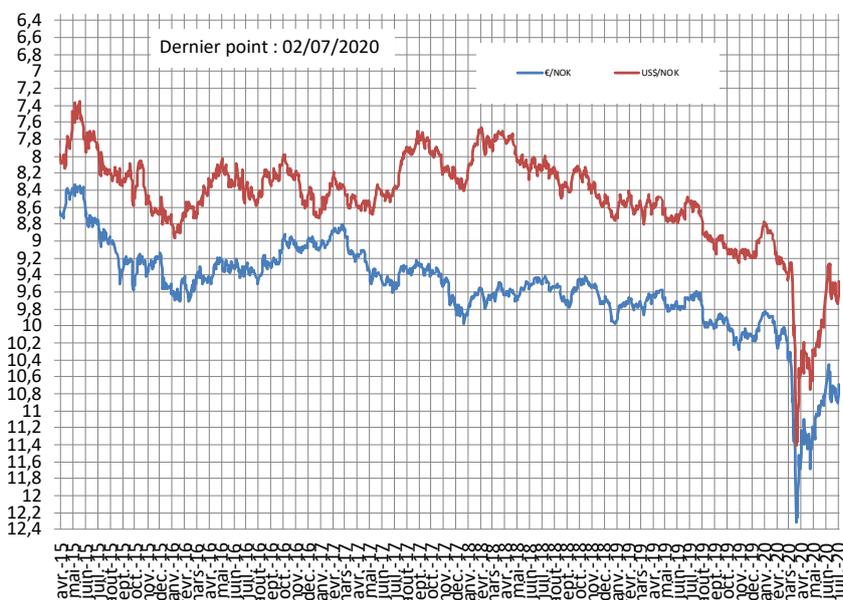


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, J. Grosjean, E.-M. Mounier, P. Charrier).